

Quatrièmes élections parlementaires en quatre ans pour les Espagnols

Le 17 septembre dernier, après un tour de table des différents partis politiques, le roi d'Espagne Felipe VI indiquait qu'« *il n'exist(ait) aucun candidat disposant (d)es soutiens nécessaires pour former un gouvernement* ». Six jours plus tard, le Parlement (Cortes generales) était dissous. Par conséquent, 36,8 millions d'Espagnols sont donc invités à retourner aux urnes le 10 novembre, pour la quatrième fois en quatre ans et la deuxième fois cette année, pour élire les 556 membres des deux chambres du Parlement.

La campagne électorale débutera le 1er novembre prochain.

L'Espagne connaît une crise politique depuis 5 ans. Celle-ci est liée à l'émergence de nouvelles forces sur l'échiquier politique (Podemos, Ciudadanos, Vox) alors que deux partis, le Parti populaire (PP) à droite et le Parti socialiste ouvrier (PSOE) à gauche, avaient dominé le paysage politique espagnol depuis 1982. « *Le pays, qui a vécu sous un système bipartite depuis le rétablissement de la démocratie, n'a pas encore assumé l'irruption de nouveaux partis. Au niveau national, nous n'avons jamais eu de gouvernement de coalition comme en ont connu d'autres pays. Conclure des compromis peut même être coûteux électoralement* » a souligné Jorge Galindo, politologue. Après les élections du 28 avril dernier, l'ensemble des partis politiques du royaume ont tenu à faire croire qu'ils travaillaient à un accord et à la formation d'un gouvernement sans véritablement convaincre les Espagnols. Selon une enquête d'opinion réalisée par le Centre des enquêtes sociologiques (CIS) de Madrid, les hommes politiques et les partis politiques

constituent le principal problème du royaume ibérique, devant le chômage.

La crise politique est également liée aux divers scandales de corruption et à la percée des indépendantistes en Catalogne. Le 1er octobre 2017, le gouvernement catalan a organisé un référendum (illégal) sur l'indépendance de la région. Dix jours plus tard, le président de la région, Carles Puigdemont (Ensemble pour la Catalogne [Junts per Catalunya, JxCat]), proclamait que « *la Catalogne a gagné le droit d'être un Etat indépendant* ». Le 27 octobre, la région engageait un « *processus constituant* » pour se séparer de l'Espagne. Le Premier ministre de l'époque, Mariano Rajoy (PP), a alors destitué le gouvernement catalan et a convoqué de nouvelles élections régionales. Le 30 octobre 2017, Carles Puigdemont s'est enfui en Belgique pour échapper à la justice. Il est sous la menace d'un mandat d'arrêt international.

Les élections parlementaires du 10 novembre prochain se déroulent dans un contexte très tendu. Le 14 octobre dernier, la Cour suprême a en effet prononcé des peines allant de 9 à 13 ans de prison à l'encontre de 9 dirigeants catalans condamnés pour sédition, rébellion et détournements de fonds, pour avoir organisé un référendum sur l'indépendance de la Catalogne le 1er octobre 2017 et pour avoir déclaré de façon unilatérale l'indépendance de la Catalogne, une mesure anticonstitutionnelle. 3 autres dirigeants catalans ont été condamnés à des amendes de 60 000 € chacun pour désobéissance. Depuis l'annonce du verdict, de nombreuses et violentes manifestations ont eu lieu

en Catalogne et la région reste à ce jour fortement perturbée.

Les sondages prévoient une nouvelle victoire du PSOE aux élections parlementaires du 10 novembre prochain. Son dirigeant, Premier ministre sortant, Pedro Sanchez, demande à ses compatriotes qu'ils lui octroient une majorité nette. « *J'espère que les Espagnols accorderont une majorité plus large au PSOE pour que vous ne soyez plus en mesure de bloquer la formation d'un gouvernement dont l'Espagne a besoin* » a-t-il déclaré à l'attention des autres partis. Même si elle est toujours difficile à appréhender, l'abstention devrait être importante, les électeurs devenant plus difficiles à mobiliser au fur et à mesure que les scrutins se répètent et se révèlent incapables de permettre à l'Espagne d'être gouvernée.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Key Data et publiée par le journal en ligne *Publico*, le PSOE devrait arriver en tête des élections parlementaires avec 28,2% des suffrages devant le PP, 20,7%. L'alliance de la gauche radicale Unidos Podemos (P) prendrait la troisième place du scrutin avec 12,2% des suffrages, suivi par le parti centriste Ciudadanos (Cs), 10,8% et Vox (Voix en latin), parti populiste de droite, 10,3%.

RETOUR SUR SIX MOIS DE CRISE

Le 28 avril dernier, le PSOE du Premier ministre sortant Pedro Sanchez avait obtenu une victoire nette aux élections parlementaires, un scrutin déjà anticipé à la suite du rejet du budget du pays par le Congrès des députés, chambre basse du Parlement, le 13 février. Le PSOE a recueilli 28,68% des suffrages et obtenu 123 députés. Principal parti d'opposition, le Parti populaire (PP) s'était effondré : il avait obtenu 16,7% des voix et 66 élus. Ciudadanos avait pris la troisième place avec 15,85% et 57 élus. L'alliance Unidos Podemos avait recueilli 14,31% et 42 sièges. Enfin, Vox avait obtenu 10,26% et 24 sièges. La participation a été très élevée : elle a atteint 71,76%.

Quelques semaines plus tard, le PSOE s'imposait également aux élections européennes et devenait la

première délégation du groupe S&D au Parlement européen à l'issue du scrutin du 26 mai. Le parti de Pedro Sanchez remportait également ce même jour les élections municipales en Espagne, un scrutin dont Podemos sortait affaibli et peu en capacité de dicter ses conditions à Pedro Sanchez. Le 6 juin, le roi Felipe VI chargeait ce dernier de former un gouvernement.

Plusieurs options s'offraient alors au dirigeant socialiste. Il pouvait tenter de gouverner seul, comme il l'a fait depuis juin 2018, avec l'appui au cas par cas de certains partis mais aucun d'entre eux n'a accepté cette éventualité. « *Il faudrait pour cela faire plier l'un des partis, soit Podemos soit Ciudadanos, pour qu'ils s'abstiennent mais en échange de presque rien* » a souligné Lluís Orriols, professeur de science politique de l'université Carlos III de Madrid.

La deuxième option était celle du scénario à la portugaise : le gouvernement socialiste est soutenu au Parlement par la gauche radicale mais Podemos, qui voulait entrer au gouvernement, a refusé. Troisième possibilité : gouverner avec le soutien d'une partie des forces de droite. Pedro Sanchez a adressé une demande en ce sens au Parti populaire et à Ciudadanos. Le premier a refusé, le deuxième n'a pas répondu. Le dirigeant de Ciudadanos, Alberto Rivera, a toujours refusé de parler avec Pedro Sanchez.

Enfin, quatrième option : la formation d'une coalition de gauche avec Podemos mais la chose n'a pas été possible, les deux partis ne parvenant pas à s'entendre.

Dès le début des négociations, Pedro Sanchez a indiqué qu'il préférerait former un gouvernement minoritaire soutenu par Podemos et des partis régionalistes. Sans les partis catalans (qui l'ont contraint à l'organisation d'élections anticipées), il approchait de la majorité absolue au Parlement (176), nécessaire lors du premier vote d'investiture ; une majorité relative est suffisante au deuxième tour. Podemos voulait entrer au gouvernement. « *Les programmes sont souvent emportés par le vent* » affirmait son dirigeant, Pablo Iglesias. Le PSOE a cherché à créer une relation de confiance avec Podemos et a proposé la création d'un bureau chargé de vérifier l'exécution des

accords dépendant du ministère des Finances et des commissions de suivi au Parlement. Il a aussi offert à Podemos diverses responsabilités dans différents organismes d'Etat et institutions.

Pedro Sanchez a affirmé avoir besoin de stabilité, ce que, selon lui, ne lui donnait pas un gouvernement de coalition avec Podemos et qui devait sans cesse veiller à obtenir le soutien des nationalistes basques et l'abstention des indépendantistes catalans. « *J'ai voulu un gouvernement qui soit modéré, cohérent, qui ne naisse pas déjà divisé et qui ne dépende pas de forces indépendantistes* » déclarait Pedro Sanchez.

Le 23 juillet, Pedro Sanchez a recueilli 124 voix, soit 52 de moins que le minimum requis, contre 170 et 52 abstentions lors du premier tour du vote d'investiture. Deux jours plus tard, il a obtenu 124 voix, contre 155 et 67 abstentions. Les négociations se sont poursuivies au cours de l'été et le 3 septembre, Pedro Sanchez a dévoilé un programme qu'il espérait voir soutenu par la gauche radicale. Celui-ci comprend 370 mesures dont l'encadrement de la hausse des prix des loyers, l'augmentation des bourses universitaires, la hausse du salaire minimum jusqu'à 60% du salaire moyen, l'annulation des réformes du marché du travail et des retraites votées par le gouvernement de Mariano Rajoy (PP), la revalorisation des pensions de retraites, la gratuité des garderies pour les enfants de moins de 3 ans. Ces dépenses auraient été financées par un impôt minimum de 15% sur les grandes entreprises (18% pour les banques et les compagnies d'énergie), la création d'une taxe sur les transactions financières et celle d'un impôt sur le CO2.

Le PSOE n'est toutefois pas parvenu à obtenir le soutien d'autres partis. L'opposition, extrêmement fragmentée, n'est pas non plus en mesure de proposer une coalition alternative.

Le 17 septembre, Ciudadanos a proposé son abstention et celle du Parti populaire lors d'un prochain vote d'investiture à la condition que Pedro Sanchez promette de ne pas gracier les séparatistes catalans si ces derniers sont condamnés et qu'il accepte de mettre fin à l'alliance qui unit son parti aux nationalistes

basques de l'alliance Euskal Herria Bildu (Réunir le Pays basque) en Navarre au profit des partis de droite. Pedro Sanchez a refusé catégoriquement. Le Parti populaire avait également rejeté cette proposition qui permet néanmoins à Alberto Rivera de pouvoir dire qu'il a essayé d'aider à la formation d'un gouvernement.

La Constitution espagnole prévoyant la dissolution du Parlement si aucun chef de gouvernement n'est élu deux mois après le premier vote d'investiture, le Parlement espagnol a été dissous le 23 septembre.

ÉTAT DES FORCES EN PRÉSENCE

« *Nous sommes la seule force politique pouvant offrir de la stabilité, le sens de l'Etat et une feuille de route claire* » a déclaré Pedro Sanchez en lançant la campagne électorale. « *Il n'y a pas de temps à perdre en plaintes ou à se renvoyer la faute* » a-t-il ajouté. « *Les socialistes cherchent à la fois à former un gouvernement et à rejeter la faute sur Podemos s'ils échouent* » souligne Pablo Simon, professeur de science politique de l'université Carlos III de Madrid.

« *En 2016, Podemos ne voulait pas d'accord avec le PSOE car il rêvait de le remplacer. Désormais, les deux partis devraient reconnaître leurs faiblesses réciproques. Pedro Sanchez ne peut plus gouverner avec le style autocentré qui lui a permis de survivre jusque maintenant et Pablo Iglesias ne peut pas compter sur un poste de vice-Premier ministre pour contrôler la refonte de son parti* » a indiqué Juan Rodriguez Teruel, professeur de science politique à l'université de Valence.

Podemos est sous le coup de deux menaces : il pourrait être sanctionné pour avoir refusé en juillet les propositions qui lui ont été faites en juillet dernier par le PSOE d'une part et il pourrait être fortement concurrencé par le nouveau parti Mas Pais (plus de pays), créé en septembre dernier par l'ancien n° 2 de Podemos, Inigo Errejon d'autre part.

Plus à droite sur l'échiquier politique, Ciudadanos traverse actuellement une crise interne en raison du virage à droite du parti et de ses liens avec Vox par

Élections parlementaires en Espagne

10 novembre 2019

exemple en Andalousie même s'il se défend de n'avoir signé aucun accord avec Vox. Certains responsables ont démissionné. D'autres (environ 80% selon un sondage en ligne réalisé pour le journal *El Español*) sont partisans depuis longtemps de négociations avec Pedro Sanchez, une possibilité longtemps exclue par Alberto Rivera qui accusait le dirigeant socialiste d'être « *vendu aux Catalans* ». Néanmoins, le 5 octobre dernier, coup de théâtre : Alberto Rivera s'est déclaré prêt à cesser le *bloqueo*, soit le blocage des institutions, et à travailler avec les socialistes après les élections du 10 novembre. Il s'est prononcé en faveur d'un accord d'union nationale avec le PSOE de Pedro Sanchez et le PP sur plusieurs sujets. Les analystes politiques mettent en avant la chute de Ciudadanos dans les enquêtes d'opinion et la pression des partenaires du parti en Europe pour expliquer ce revirement.

L'objectif de Ciudadanos est de remplacer le PP. « *Convaincu que le Parti populaire va effectuer une traversée du désert, Ciudadanos veut s'imposer comme le leader de droite ; pour y parvenir, le parti se doit de refuser toute alliance avec la gauche* » a indiqué Cristina Monge, politologue à l'université de Saragosse. Ciudadanos est sans doute le parti qui a le plus à perdre du nouveau scrutin car les Espagnols du centre ou de droite pourraient choisir de voter utile et se tourner vers le PP de Pablo Casado.

LE SYSTÈME POLITIQUE ESPAGNOL

Le Parlement espagnol (*Cortes generales*) est bicaméral. Il comprend le Sénat, chambre haute, et le Congrès des députés, chambre basse. Ce dernier compte 348 députés, élus au moins tous les 4 ans au scrutin proportionnel plurinominal (selon le système d'Hondt avec des listes bloquées et fermées) au sein de 48 des 50 circonscriptions provinciales espagnoles – Ceuta et Melilla votant au scrutin majoritaire simple – dont chacune désigne au moins 2 députés (un seul pour Ceuta et Melilla). Le reste des sièges est réparti entre les provinces en fonction de leur population. Les plus importantes circonscriptions sont Madrid (37 sièges), Barcelone (32), Valence (15), Séville et Alicante (12), Malaga (11) et Murcie (10). Une liste doit obtenir au

minimum 3% des suffrages pour être représentée au Congrès des députés.

Le Sénat compte 208 membres élus sur des listes ouvertes (sénateurs provinciaux) et 56 représentants désignés par les 17 communautés autonomes du pays (sénateurs communautaires). Chacune des 50 provinces élit, quel que soit son nombre d'habitants, 4 sénateurs provinciaux au scrutin majoritaire, à l'exception de Ceuta et Melilla qui en désignent 2 et des îles Baléares et Canaries dont chacune des grandes îles (Grande Canarie, Majorque et Tenerife) en élit 3 et chacune des plus petites (Ibiza-Formentera, Minorque, Fuerteventura, Gomero, Hierro, Lanzarote et Palma), 1. En outre, chaque communauté autonome désigne (au scrutin proportionnel) un sénateur communautaire plus un sénateur supplémentaire pour chaque million d'habitants. Ce système favorise les régions les moins peuplées du royaume. Les élections sénatoriales se déroulent le même jour que celles du Congrès des députés.

13 partis politiques sont représentés dans l'actuel Congrès des députés :

- Le Parti socialiste ouvrier (PSOE), fondé en 1879 et dirigé par le Premier ministre sortant Pedro Sanchez, compte 123 députés ;
- Le Parti populaire (PP), créé en 1977 et conduit par Pablo Casado depuis le 21 juillet 2018, possède 66 sièges ;
- Ciudadanos (C's), parti centriste fondé en 2006 et emmené par Alberto Rivera, compte 57 députés ;
- Unidos Podemos, alliance de 12 partis dont Podemos de Pablo Iglesias, la Gauche unie (IU) et Equo, possède 42 sièges ;
- Vox (Voix en latin), parti populiste de droite fondé en 2013 à partir d'une scission du Parti populaire et dirigé par Santiago Abascal, compte 24 élus ;
- la Gauche républicaine de Catalogne-Sobiranistes (ERC-Sobiranistes), alliance de deux partis indépendantistes catalans, possède 15 sièges ;
- Ensemble pour la Catalogne (Junts per Catalunya, JxCat), parti indépendantiste catalan formé par le Parti démocrate européen catalan (PDeCAT) et des personnalités indépendantes, compte 7 élus ;

- Le Parti nationaliste basque (EAJ/PNV), fondé en 1984 et dirigé par Andoni Ortuzar, possède 6 sièges ;
 - Euskal Herria Bildu (Réunir le Pays basque), alliance de 4 partis basques dont la porte-parole est Maddalen Iriarte, compte 4 députés ;
 - La Coalition canarienne-Parti nationaliste canarien (CC-PNC), alliance d'un parti régionaliste de droite emmené par Claudina Morales et d'un parti régionaliste conduit par Juan Manuel Gracia Ramos, possède 2 sièges ;
 - Navarra Suma (NA+), coalition par l'Union du peuple navarrais (UPN), le Parti populaire et Ciudadanos et conduite par José Javier Esparza, compte 2 élus ;
 - Le Parti régionaliste de Cantabrie (PRC), parti régionaliste conduit par Miguel Angel Revilla, compte 1 élu ;
 - La Coalition Compromis (Engagement), coalition de la Communauté valencienne qui rassemble le Bloc nationaliste valencien, l'Initiative du peuple valencien et VerdsEquo du Pays valencien, possède 1 siège.
- Le PSOE est également majoritaire au Sénat : il a remporté 123 sièges lors des élections du 28 avril 2019. Le PP en a obtenu 55, la Gauche républicaine de Catalogne-Sobiranistes (ERC-Sobiranistes) 11 et le Parti nationaliste basque 9.

Rappel des élections parlementaires du 28 avril 2019 en Espagne

Participation : 71,76%

Congrès des députés

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de sièges
Parti socialiste ouvrier (PSOE)	7 513 142	28,67	123
Parti populaire (PP)	4 373 653	16,69	66
Ciudadanos (Cs)	4 155 665	15,86	57
Unidas Podemos	3 751 145	14,32	42
Vox	2 688 092	10,26	24
Gauche républicaine de Catalogne-Sobiranistes (ERC-Sobiranistes)	1 024 628	3,91	15
Ensemble pour la Catalogne (JxCat)	500 787	1,91	7
Parti nationaliste basque (EAJ/PNV)	395 884	1,51	6
Euskal Herria Bildu (EH Bildu)	259 647	0,99	4
Coalition Compromis	173 821	0,66	1
Coalition canarienne-Parti nationaliste canarien (CC-PNC)	137 664	0,53	2
Navarra Suma (NA+)	107 619	0,41	2
Parti régionaliste de Cantabrie (PRC)	52 266	0,20	1
Autres	845 626	4,08	0

Source : <http://www.infoelectoral.mir.es/infoelectoral/min/busquedaAvanzadaAction.html?codTipoEleccion=2&vuelta=1&isHome=1&codPeriodo=201904>

Élections parlementaires en Espagne

10 novembre 2019

Sénat

Partis politiques	Nombre de sièges
Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)	123
Parti populaire (PP)	55
Gauche républicaine de Catalogne-Sobiranistes (ERC-Sobiranistes)	11
Parti nationaliste basque (EAJ/PNV)	9
Ciudadanos (Cs)	5
Ensemble pour la Catalogne (JxCat)	2
Groupement socialiste gomérien (ASG)	1
Euskal Herria Bildu (EH Bildu)	1
Union du peuple navarrais (UPN)	1

Source : <http://www.infoelectoral.mir.es/infoelectoral/min/busquedaAvanzadaAction.html?codTipoEleccion=3&vuelta=1&isHome=1&codPeriodo=201904>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.